

Résumé des principaux résultats du « radar aide à l'enfance et à la jeunesse » mené par la Task Force Enfance et jeunesse

1. Introduction

La pandémie actuelle de coronavirus a durement impacté la vie quotidienne des enfants et les jeunes. Nombre d'entre eux ont mal vécu les mesures de restriction liées à la pandémie de coronavirus. Quels seront les effets à long terme pour ces enfants et ces jeunes ? Nous ne le savons pas encore. Face à cette situation préoccupante, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) a pris l'initiative en novembre 2020 de constituer une Task Force « Enfance et jeunesse » qui réunit différentes conférences intercantionales (CDAS, COPMA) et des offices fédéraux (OFAS, OFJ, OFSP). Au cours de ces derniers mois, la Task Force a adressé régulièrement des recommandations aux responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse et a également interpellé l'OFSP sur différentes questions afin de réduire autant que possible l'impact des mesures de lutte contre la pandémie sur les enfants et les jeunes.

En juin 2021, la Task Force a également souhaité se faire une meilleure idée de la situation dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse en consultant les responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse et leurs prestataires¹. Un questionnaire distinct a également été adressé à certaines grandes organisations nationales qui travaillent en faveur des enfants et des jeunes. Dans le cadre du sondage, des exemples de bonnes pratiques qui sont mises en place au sein des cantons ont également été collectées.

L'essentiel en bref :

- Les personnes consultées estiment que **la situation générale des enfants, des adolescents et des familles** qui sont suivis par leurs services **s'est plutôt péjorée** par rapport à la situation précédant la pandémie.
- Un peu plus de la moitié des personnes interrogées estiment que **les enfants et les adolescents** avec lesquels ils sont en contact vont **moyennement**.
- En ce qui concerne les sujets de l'aide à l'enfance et à la jeunesse par rapport auxquels les responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse voient une nécessité d'agir momentanément, ce sont les problèmes de **santé psychique des enfants et des jeunes** qui ont été le plus fréquemment cités. **Le besoin d'agir par rapport au ressenti des enfants et des jeunes** (par ex. absence de perspectives, de motivation,...) **face à la situation actuelle a également été identifié comme un thème prioritaire**.
- Il est constaté de manière générale que la crise sanitaire a surtout **accentué des problèmes qui existaient déjà** et qu'il est devenu encore plus difficile **d'atteindre les familles les plus vulnérables**.

¹ Les responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse ont été invités à transmettre un questionnaire spécifique aux cinq organisations suivantes obligatoirement : Services psychiatriques pour enfants et adolescents, Travail social scolaire, Centres d'animation socioculturelle enfance et jeunesse, Service de la jeunesse cantonal et APEA et à cinq autres à choix parmi les organisations suivantes : Services sociaux (dans la mesure où ils s'occupent de questions liées à l'enfance), Services de curatelles professionnelles, Institutions pour enfants et adolescents, Accueil extrafamilial et extrascolaire, Offres de conseil spécialisé pour les enfants et les adolescents (addictions entre autres), Action éducative en milieu ouvert, Service responsable du dossier de l'encouragement précoce, Services de conseils aux parents / consultations parents-enfants, Services de conseils en matière d'éducation, Police cantonale, brigade d'intervention jeunesse, Hôpitaux de l'enfance).

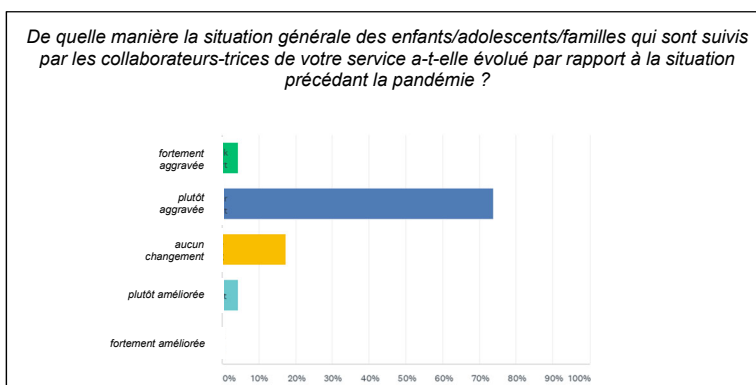
2. Méthodologie :

Les responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse de 20 cantons ont répondu au sondage (16 de Suisse alémanique, 3 de Suisse romande et le Tessin). En ce qui concerne les prestataires, 125 questionnaires ont été renvoyés (110 questionnaires provenant de 16 cantons alémaniques et 15 de Suisse latine). Enfin, 10 organisations nationales ont pris part à ce sondage. Ce très bon taux de réponses donne indéniablement de la légitimité aux résultats obtenus quand bien même le sondage n'a pas été réalisé comme une étude scientifique stricte mais visait d'abord à obtenir une esquisse générale de la situation de l'aide à l'enfance et à la jeunesse. Les résultats permettent de tirer certaines conclusions en lien avec les problématiques principales rencontrées par le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse en raison de la crise sanitaire. Les résultats détaillés seront présentés dans le cadre d'un événement virtuel dans le courant de l'automne aux responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse et aux personnes ayant participé au sondage.

3. Principaux résultats :

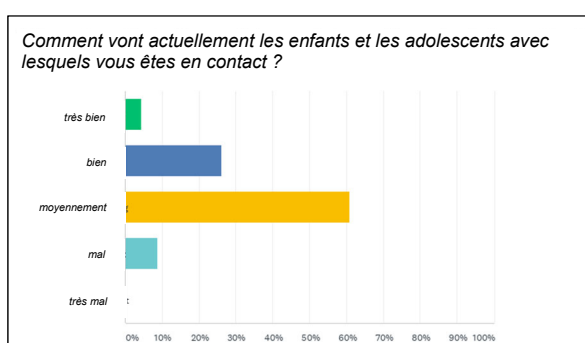
La très grande majorité (74%) des responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse estiment que **la situation générale des enfants, des adolescents et des familles qui sont suivis par les collaborateurs-trices de leurs services s'est plutôt péjorée par rapport à la situation précédant la pandémie.**

Une personne sur 6 interrogées (17,4%) estiment qu'il n'y a eu aucun changement.



Les réponses des prestataires² et des organisations nationales consultés³ sont quasiment identiques. Deux organisations nationales étaient toutefois d'avis que la situation s'était fortement péjorée, ce que les tendances générales des autres réponses reçues ne semblent pas confirmer.

Un peu plus de la moitié (61%) des responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse estiment que **les enfants et les adolescents avec lesquels ils sont en contact vont moyennement.** Un quart des personnes interrogées (26%) estiment qu'ils vont bien et environ une personne sur 10 (9%) qu'ils vont mal. Les résultats sont quasiment identiques pour les organisations cantonales consultées⁴.

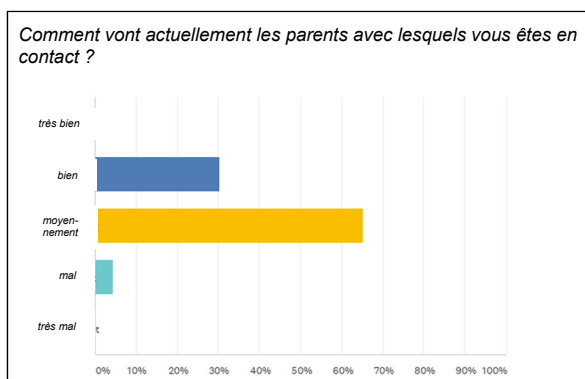


² 81% estiment que la situation générale des enfants, des adolescents et des familles qui sont suivis par les collaborateurs-trices de leurs services s'est plutôt péjorée.

³ 70% estiment que la situation générale des enfants, des adolescents et des familles qui sont suivis par les collaborateurs-trices de leurs services s'est plutôt péjorée.

⁴ Un peu plus de la moitié (67%) des représentants des organisations cantonales interrogées estiment que les enfants et les adolescents avec lesquels ils sont en contact vont moyennement. Une personne sur 6 (16%) estiment qu'ils vont bien et environ une personne sur 8 (13%) qu'ils vont mal.

En ce qui concerne les parents, un peu plus de la moitié (65%) des responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse estiment que **ceux avec lesquels ils sont en contact vont moyennement** et peu moins d'un tiers des personnes interrogées (30%) estiment qu'ils vont bien. Les réponses des prestataires consultés suivent globalement la même direction même s'ils tendent vers un constat général plus négatif⁵.



Sujets de l'aide à l'enfance et à la jeunesse au premier plan

En ce qui concerne les sujets de l'aide à l'enfance et à la jeunesse par rapport auxquels les responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse voient une nécessité d'agir momentanément, ce sont les problèmes de **santé psychique des enfants et des jeunes qui ont été le plus fréquemment cités**. En lien avec cette préoccupation, la nécessité d'agir par rapport au manque d'offres de soutien a été mentionné à de nombreuses reprises dans les réponses reçues. Une autre remarque intéressante qui ressort du sondage est le fait que **l'augmentation des problèmes de santé psychique concernerait également les plus jeunes enfants**.

La nécessité d'agir par rapport au ressenti des enfants et des jeunes face à la situation actuelle a également été identifiée comme un thème prioritaire. En ce qui concerne ce ressenti, ce sont surtout l'absence de perspectives ainsi que l'absence de motivation qui ont été mentionnées à plusieurs reprises. D'autres ressentis ont également été cités comme le sentiment d'abandon, la limitation de la liberté, l'ennui, les peurs que les enfants et les jeunes peuvent nourrir face à l'avenir ou encore la pression augmentée sur les familles en général. Peu de pistes concrètes pour agir contre ces sentiments négatifs ont toutefois évoquées dans le cadre du sondage, mais il s'agit clairement d'un thème qui préoccupe les responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

Les thèmes mentionnés ci-dessus reviennent également dans les réponses des représentants des organisations cantonales interrogés concernant les sujets qui sont aujourd'hui davantage au premier plan. Ainsi, parmi les thèmes qui leur étaient proposés, leurs représentants ont cité prioritairement et par ordre de réponses les plus fréquentes: **la pression psychologique (anxiété/dépression) (70%), les problèmes dans le contexte scolaire/professionnel (63%), les conflits (60%), l'inquiétude pour l'avenir professionnel/financier (60%), le stress (50%) et l'isolement social (47%)**.

Le sondage révèle également que la pandémie, et en particulier les mesures strictes prises pour l'endiguer, a eu un impact particulièrement négatif sur des offres qui répondent à des **besoins particuliers des enfants et des jeunes qui sont essentiels pour garantir leur bon développement**. Ainsi, préserver les contacts entre pairs, maintenir les offres de loisirs, sportives, d'animation socio-culturelle et de culture et garantir que les enfants et les jeunes puissent disposer d'espaces de liberté et de possibilités pour se développer, participer et être encouragés ont été identifiés comme des thèmes d'action prioritaires.

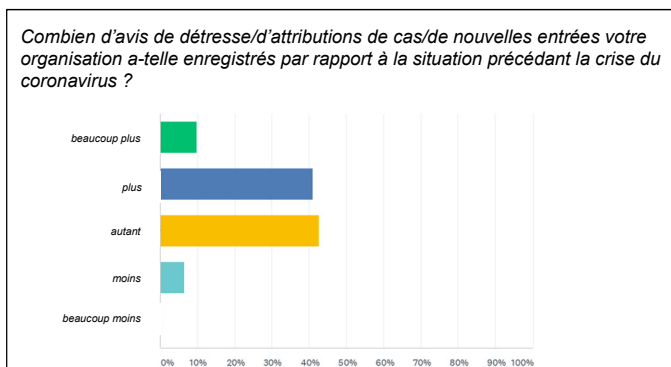
Enfin, **l'impact de la crise sanitaire sur la scolarisation et la formation des enfants et des jeunes** est un sujet qui préoccupe en particulier les personnes interrogées. Il est constaté une augmentation

⁵ La très grande majorité (76%) des représentants des organisations cantonales interrogées estiment que les parents avec lesquels ils sont en contact vont moyennement. Une personne interrogée sur 6 (16%) estiment toutefois qu'ils vont mal.

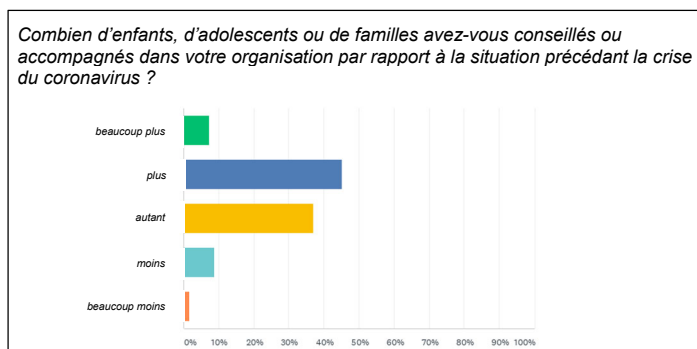
de l'absentéisme scolaire, une augmentation du nombre d'enfants déscolarisés ou ayant abandonné leur formation, une augmentation de la pression et du stress ressenti par les enfants et les jeunes ainsi qu'une diminution des choix en terme d'orientation professionnelle.

Contexte de travail des prestataires de l'aide à l'enfance et à la jeunesse

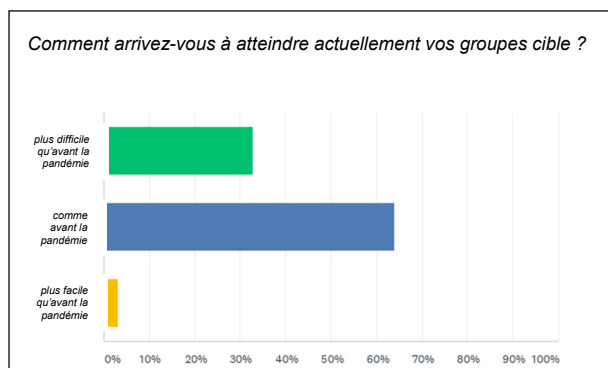
En ce qui concerne le travail des organisations d'aide à l'enfance et à la jeunesse, presque la moitié des représentants des organisations cantonales ont répondu **qu'il y avait autant d'avis de détresse, d'attributions de cas ou de nouvelles entrées enregistrés par leurs services par rapport à la situation précédant la crise du coronavirus (43%). L'autre moitié a répondu qu'il y en avait plus (41%).** Un peu moins d'une personne sur dix (9,84%) a répondu qu'il y en avait beaucoup plus.



Un peu moins d'un représentant sur 2 (45%) des organisations cantonales interrogées ont répondu qu'il y a **plus d'enfants, d'adolescents ou de familles conseillés ou accompagnés par leur service** par rapport à la situation précédant la crise du coronavirus. Environ une personne sur 3 estime qu'il y en a autant (37%).



Enfin, en ce qui concerne la manière dont les représentants des organisations cantonales parviennent à atteindre leurs groupes cibles actuellement, environ **deux tiers des personnes interrogées (64%) ont répondu qu'ils y parvenaient comme avant la pandémie. Pour un tiers des personnes interrogées (33%), cela est plus difficile qu'avant la pandémie. Les jeunes (de 16 à 25 ans) et les familles précarisées** sont les deux groupes-cibles qui semblent le plus difficile à atteindre de l'avis des représentants des organisations cantonales.



Exemples de bonnes pratiques mises en place

En ce qui concerne les exemples de bonnes pratiques mises en place dans les cantons en lien avec la pandémie de coronavirus dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse ont cité de manière générale que de nombreuses **solutions innovantes** pour le suivi, le soutien et le conseil des enfants, des jeunes et des parents (en particulier dans les domaines de la protection des enfants et des jeunes et dans l'animation socio-

culturelle), notamment par le renforcement de l'utilisation des outils de communication digitaux, ont été développées. Ils soulignent également le **renforcement de la coordination et de la coopération entre les acteurs cantonaux**. Enfin, ils mentionnent le renforcement des offres de soutien (par ex. : soutien psychologique et psychique des enfants et des jeunes, service psychologique scolaire, travail social scolaire, action éducative en milieu ouvert, coaching pour jeunes, soutien dans le cadre de l'orientation professionnelle, offres de loisirs, soutien aux familles en difficulté).

Également interrogés à ce sujet, les représentants des organisations cantonales ont mentionné au titre de bonnes pratiques, **la mise en place de nouveaux services, l'élargissement de prestations existantes, le renforcement de l'utilisation des outils de communication digitaux, des contacts par téléphone et des réseaux sociaux, le renforcement de la coordination et de la coopération entre les différents services et la modification des pratiques de certaines pratiques** avec notamment un investissement plus important de l'espace public extérieur ou l'intensification du suivi de certaines situations pendant une période déterminée.

4. Constats généraux pour le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse

Le sondage réalisé a permis d'identifier trois constats principaux. Les résultats obtenus ont tout d'abord mis en évidence que **la crise sanitaire a surtout accentué des problèmes qui existaient déjà**. Ce constat est valable en premier lieu pour le public-cible concerné par l'enquête, à savoir les enfants et les jeunes, pour qui certaines difficultés ou fragilités sont devenues des problèmes plus importants et plus graves en raison de la pandémie (dépression, anxiété, difficultés à trouver une place de stage ou d'apprentissage, etc.). Il est également valable pour les structures et les offres de soutien par rapport auxquelles les manques déjà identifiés et connus (en particulier dans le domaine du soutien psychologique et psychique) se sont révélés beaucoup plus problématiques en temps de crise.

En lien avec ce premier constat, il ressort également du sondage qu'une des principales préoccupations des personnes interrogées est sans conteste **l'impact particulièrement fort de la crise sanitaire sur la santé psychique des enfants et des jeunes**, un constat qui n'est pas nouveau et qui a été attesté par de nombreuses études sur le sujet. Face à cette situation, le manque d'offres de soutien en ambulatoire et en stationnaire dans ce domaine, qui était déjà connu avant la pandémie, est désormais identifié comme une problématique à régler de manière prioritaire par de nombreux professionnels du domaine. À ce propos, un aspect important ressort du sondage : **vu le manque d'offres dans le domaine de la santé psychique et psychologique, ce sont actuellement les autres prestataires de l'aide à l'enfance et à la jeunesse qui interviennent dans ces situations** (par ex. le travail social scolaire, l'action éducative en milieu ouvert, les curatrices et curateurs, etc.) et cela sera le cas jusqu'à ce que les offres et les ressources dans le domaine de la santé psychique soient suffisantes. En attendant, il est donc primordial de garantir l'existence de telles prestations et renforcer également les offres de manière générale dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse et cela en tenant compte de la récente augmentation de la demande. La crise sanitaire a ainsi aussi mis en particulier en évidence le fait que **la protection de l'enfant est une tâche commune et de la responsabilité de nombreux acteurs sur le terrain**.

Enfin, dernier constat principal que ce sondage a mis en particulier en évidence: **il est devenu encore plus difficile durant la crise sanitaire d'atteindre les familles les plus vulnérables**, alors qu'il s'agit d'un groupe-cible auprès duquel il est déjà compliqué d'intervenir en temps normal. Ainsi, avec la crise sanitaire, le travail des professionnels auprès de ces groupes-cibles particulièrement vulnérables s'est encore complexifié. Ce constat devrait amener les responsables cantonaux à élaborer des stratégies pour que le suivi des enfants et des jeunes issus de ces familles soit renforcé en cas de crise sanitaire.